

Dix ans après les émeutes, personne n'a oublié

LE FAIT DU JOUR. Le 27 octobre 2005, à Clichy-sous-Bois, la mort de Zyed et Bouna, des deux adolescents déclencha une vague d'émeutes. La banlieue a-t-elle changé depuis ? Notre dossier spécial.

IL Y A DIX ANS, le 27 octobre 2005, une course-poursuite mortelle mit le feu aux banlieues et fit vaciller l'Etat. Ce jour-là, deux adolescents de Clichy-sous-Bois, Zyed Benna, 17 ans, et Bouna Traoré, 15 ans, fuyant un contrôle de police, se réfugient dans un transformateur EDF. Et c'est le drame : ils meurent électrocutés. A peine la nouvelle se répand-elle que la ville s'embrase. Clichy d'abord, puis très vite les cités d'Ile-de-France, jusqu'à des villes d'ordinaire aussi paisibles qu'Angers ou Belfort. Trois longues semaines d'émeutes nocturnes, d'affrontements violents entre jeunes en colère et forces de l'ordre, casquées et bouclier au bras. Partout, les petits écrans de France et du monde entier saturés d'images en boucle de voitures calcinées, de bâtiments publics et d'écoles en flammes. Le pays au bord du chaos ? Fait historique, l'état d'urgence est décrété le 8 novembre. Du jamais-vu depuis la guerre d'Algérie au début de la V^e République ! Le contexte politique est hyper tendu : le président Chirac, à peine remis de son AVC, paraît reclus en son palais de l'Elysée. Villepin, Premier ministre, est à la manœuvre... bousculé par son bouillant rival Sarkozy, qui, Place Beauvau, prône la «tolérance zéro». Lorsque revient enfin le calme, rien n'est vraiment réglé entre la France et ses banlieues. Dix ans après, le feu couve toujours sous la braise. Certes, on n'a pas connu de nouvelle explosion généralisée. Certes, des milliards d'euros ont été injectés pour abattre des tours, rénover des quartiers, développer l'emploi, réduire la fracture sociale entre les habitants des cités — jeunes au premier chef — et le reste de la population. Las, en matière d'emploi comme de réduction des inégalités, les résultats se font encore attendre. Les trafics en tout genre, avec leur lot de violence et d'argent facile, minent plus que jamais ces territoires. Manuel Valls n'a-t-il pas acté lui-même le constat d'échec en dénonçant en janvier dernier « un apartheid territorial, social, ethnique » ? Pessimisme partagé par les Français, montre notre sondage exclusif Odoxa. Qu'ils soient policiers, enseignants, élus, jeunes des quartiers, mères de famille, militants associatifs, tous disent combien le chemin est encore long pour que la vie change vraiment dans les cités.

Marc Payet et Henri Vernet - Le Parisien – 25 octobre 2015